Aujourd'hui le transport sanitaire représente environ 3% des dépenses de santé. Il est le plus petit dénominateur commun qui unit le patient au médecin et à l'hôpital.

Maillon logistique de notre système de santé, les entreprises du transport sanitaire sont au cœur du parcours de soins du malade. Ce métier, certes modeste d'ambulancier, leur confère pourtant un avantage évident : avoir une vue d'ensemble de la chaîne de soins.

Une position qui permet de constater de façon pragmatique les vertus, mais surtout les dysfonctionnements multiples de notre organisation sanitaire. Les entreprises de transport sanitaire sont des entreprises comme les autres, elles s'attachent à améliorer leur productivité et donc en l'occurrence à augmenter le taux d'occupation de leur véhicule.

Toutes les solutions qui pourraient améliorer leur marge qui ne dépassent pas les 0,8 % en moyenne sont à explorer. Elles ont donc peu à peu diagnostiqué les freins, « les points de chauffe » qui pénalisent certes leur activité, mais qui aussi en amont ralentissent les flux hospitaliers et représentent des contraintes pesantes pour le malade et au final des surcoûts pour l'assurance maladie.

Car en matière de santé comme dans d'autres secteurs d'activités le manque de fluidité dans l'organisation a un coût. Nos entreprises sont responsables et conscientes des enjeux à relever. Nous savons que les 10 milliards d'économie pour combler le déficit chronique de l'assurance maladie se trouvent dans une remise à plat de nos modèles économiques et par une démarche d'innovation globale.

Le transport sanitaire s'y emploie même s'il est régulièrement montré du doigt pour ses prétendues dérives. Elles sont plus isolées que l'on veut bien nous le dire et l'ensemble de la profession, au contraire, est loin de ces clichés qui feraient passer tous les ambulanciers pour des fraudeurs.

Depuis déjà de nombreuses années nos fédérations professionnelles (FNAA [1] , FNAP [2] , FNTS) ont mené en partenariat avec certains hôpitaux, et grâce à l'appui des agences

régionales de santé, des expérimentations qui ont fait la preuve de leur efficience et qui doivent maintenant être généralisées.

Ainsi par exemple une simple anticipation dans le programme des sorties hospitalières et la mise en place d'un salon d'accueil vont permettre de libérer des lits plus rapidement, de ne pas faire attendre inutilement le patient et d'éviter aux ambulances de stationner parfois de longues heures sur le parking.

Autre avancée constatée les avantages de la messagerie sécurisée entre l'hôpital, les établissements de soins de suite et de réadaptation et le médecin généraliste. Tout le monde est gagnant, y compris l'assurance maladie qui y trouvera des économies de dépenses substantielles.

On le voit, une simple modification de l'organisation qui prend en compte tous les acteurs évitera « l'embolie » et sera source de gains de productivité pour tout le monde et de confort pour le patient, qui doit demeurer au centre du dispositif.

La coordination des consultations devrait aussi permettre en prenant en compte la localisation du domicile des patients d'éviter les heures de pointe en modulant sans contraindre les médecins, les dates et heures de visites. Cela évitera par exemple à un patient dialysé de revenir plusieurs fois dans l'établissement de soins la même semaine pour des consultations ou examens différents.

Citons aussi l'exemple du covoiturage qui permet de transporter en VSL [3] plusieurs malades qui suivent des traitements de radiothérapie ou de chimiothérapie. Le coût moyen en taxi est de 40 euros par personne, de 32 euros en VSL et tombe à 19 euros avec le covoiturage qui permet de transporter jusqu'à trois personnes par véhicule. Cette simple pratique, si elle était généralisée, pourrait représenter une économie de plusieurs centaines de millions d'euros par an.

On le voit les pistes pour sauvegarder notre système de santé sans porter atteinte à la qualité des soins ou à la prise en charge du malade existent. On pourrait certes faire le choix fait par d'autres pays et poursuivre sur la voie du désengagement de la solidarité nationale au profit d'un système de santé basé sur l'assurance privée, mais ce serait renoncer trop vite à

préserver un régime de libre accès aux soins pour tous.

Mieux organiser le parcours de soins et généraliser de meilleures pratiques pour consolider notre système de protection sociale et optimiser la ressource est à notre portée et sera le meilleur garant du maintien de l'esprit et de la lettre de notre système d'assurance maladie qui on le sait est parmi les plus efficaces au monde en matière de santé publique.

La solution aux déficits publics on le voit n'est donc pas seulement comptable mais nécessite désormais la mobilisation de tous les acteurs pour un grand « grenelle » du transport sanitaire que les fédérations professionnelles appellent de tous leurs vœux.

Thierry SCHIFANO

Président de la Fédération Nationale des Transports Sanitaires (FNTS)